

POUR UNE
ÉCOLOGIE
QUI NE LAISSE
PERSONNE
DE CÔTÉ



ATD
QUART MONDE

ATD Quart Monde est un Mouvement international, sans appartenance politique ni confessionnelle. Créé en 1957 par Joseph Wresinski avec les habitants d'un bidonville de la région parisienne, il mène des actions qui visent à détruire la misère par l'accès de toutes et tous aux droits fondamentaux. Il développe particulièrement des actions d'accès au savoir, à la culture, à la prise de parole (Bibliothèques de rue, Festivals des savoirs et des arts, Universités populaires Quart Monde). Il se mobilise afin qu'aux plans local, national et international les personnes démunies soient écoutées et représentées, et que la lutte contre la grande pauvreté soit une priorité (actions auprès des institutions politiques, des professionnels et du grand public).

© ATD Quart Monde, 2020

www.atd-quartmonde.fr

COUVERTURE

Conception graphique : Le-petitatelier.com

ATD QUART MONDE

DOCUMENT DE TRAVAIL

POUR UNE ÉCOLOGIE
QUI NE LAISSE
PERSONNE DE CÔTÉ

SOMMAIRE

Préambule	5
Invitation à réfléchir avec ATD Quart Monde.....	7
L'écologie vue par les personnes en situation de pauvreté	9
Les plus pauvres : moins responsables mais plus touché·e·s.....	10
Les plus pauvres, acteurs et actrices d'une écologie invisible	12
Vie sobre ou exclusion sociale ?	15
Quand l'angoisse du lendemain empêche de penser à l'écologie	16
Le manque de soutien et d'information sur les leviers pour agir	20
La participation de tous et toutes comme facteur de transformation ...	21
Pour une plus grande participation des personnes en situation de pauvreté dans les mobilisations pour le climat	23
Crise sociale et crise écologique : la domination et l'exploitation des inégalités comme dénominateur commun.....	26
Crise écologique : des constats de plus en plus étayés et partagés.....	26
Les mécanismes à l'origine de la crise environnementale	27
Alliance pour développer un nouveau vivre-ensemble respectueux du vivant et du non-vivant	31
Dépasser le dualisme justice sociale/justice environnementale	32
Quelle parole et quelle contribution ATD Quart Monde peut-il apporter à la réflexion et à l'action écologiste ?	35
Reconnaître la valeur fondamentale de tout être humain.....	35
Mondialisation du « tout argent » <i>versus</i> mondialisation du combat contre l'exclusion	36
Les droits humains des générations à venir.....	37
Prendre appui sur le modèle de la démarche du croisement des savoirs et des pratiques©	39
Agir Tous pour la Dignité c'est agir pour la planète	42
Pour aller plus loin.....	44

Préambule

Nous étions en septembre 2019, presque un an après le démarrage du mouvement des Gilets jaunes et en plein cœur des grandes mobilisations pour le climat. C'était la période où « fin du monde, fin du mois : même combat » commençait à fleurir sur les pancartes un peu partout en France.

Il me manquait un document. Un texte, une simple page recto-verso au début, qui ferait le lien entre les réflexions du Mouvement, celles du Réseau Wresinski Écologie et Grande Pauvreté et celles des mouvements pour le climat et des Gilets jaunes que je pouvais côtoyer. Ce texte, nous l'avons au départ appelé « plaidoyer ».

Démarré avec Anouk, puis Matthieu, ce plaidoyer a commencé à se dessiner. Plus nous avançons dans la réflexion, plus le texte prenait de l'ampleur. Il a fallu discuter et argumenter nos idées, retravailler sans cesse les paragraphes, chaque mot ayant toute son importance. Nous venions d'horizons différents et avons des sources très complémentaires. La pensée et les écrits du Mouvement nous donnaient un début de matière. Les autres associations, collectifs, conférences, podcasts, tribunes prenaient de plus en plus de place dans les médias. Il n'y avait qu'à puiser dans ces ressources intarissables.

On y a mis toute notre énergie, avec une grande ouverture vers les pensées nouvelles ou en tout cas d'actualité. Le texte a poursuivi son chemin.

Il me manquait un deuxième document, à savoir une synthèse des débats et réflexions menées, entre autres, au sein des Universités populaires Quart Monde. Grâce à Margot, nous avons repris tous les comptes rendus, nous les avons organisés en évitant au maximum de déformer les propos des militant·e·s Quart Monde. Et nous nous sommes risqués à les ordonner par thématiques.

La crise sanitaire a pointé le bout de son nez. Avec Margot, nous avons continué à travailler sur le plaidoyer que nous allions ensuite renommé « manifeste ».

Pendant le confinement, au fil de nos nombreuses conversations téléphoniques, nous avons essayé de le rendre moins scolaire. Camille a complété nos réflexions avec certaines notions issues du courant de pensée de « l'écologie décoloniale ». Elle nous a poussé à avancer l'idée que les crises environnementales sont une conséquence de toutes les injustices de notre système, dont les injustices sociales, et représentent donc le dernier chaînon d'une crise bien plus profonde de notre modèle de société. C'est ce qui a conduit à la rédaction de la partie sur l'écologie décoloniale, l'exploitation de l'humain sur l'humain et de l'humain sur la planète.

Puis des relectures par une dizaine de personnes, des corrections, de nouvelles relectures et de nouvelles corrections, le choix toujours plus méticuleux de chaque mot... ont nourri notre travail et le texte. Le manifeste s'est finalement transformé en document de travail, proposé à la réflexion et au débat. Il ne constitue pas la « position d'ATD Quart Monde » sur le sujet mais un point d'étape dans une réflexion croisée, appelé à questionner et à faire émerger un dialogue. C'est donc plutôt un document à vocation interne mais qui peut être partagé avec les membres d'un collectif 17 Octobre, des partenaires, etc. pour en faire une occasion de rencontres et de réflexions.

Le voici donc en format A4, sous une forme légère. Sans doute, inspirera-t-il un jour une version plus aboutie – peut-être même un livre –, nourrie et bâtie collectivement à partir des réflexions qu'il aura suscitées et d'autres apports, enrichie d'une plus grande ouverture sur l'international.

Bonne lecture.

Guillaume AMOROTTI

Introduction

INVITATION À RÉFLÉCHIR AVEC ATD QUART MONDE

Ce document de travail est une étape dans la réflexion, un appel à réfléchir ensemble, un appel à contribution.

Alors que se renforce un discours écologiste empreint d'une vision idéaliste de la nature, prônant la préservation d'espaces vierges et vantant un certain type de consommation verte, il est plus que nécessaire d'affirmer une position écologiste visant à repenser l'ensemble de nos pratiques à l'aune de leur participation ou non à des processus d'exploitation (exploitation de l'humain sur l'humain, exploitation de l'humain sur la planète).

Le constat est criant : nos sociétés traitent la nature de la même façon qu'elles traitent leurs membres les plus pauvres. Ces derniers·ères sont exploité·e·s depuis des générations. Leur force de travail est mise au rebut quand elle n'est plus nécessaire, sans compter le fait qu'elles sont souvent considérées comme complètement inutiles et négligeables par nos sociétés. De manière similaire, les ressources naturelles sont trop souvent pillées et polluées, dans une même dynamique d'exploitation, et en toute indifférence et impunité, sans que celles et ceux qui pillent et polluent n'assument leur responsabilité.

La façon dont on traite les personnes en situation d'extrême pauvreté s'avère de fait encore plus pernicieuse que la manière dont on traite la nature. En effet, nul ne peut blâmer la nature d'être responsable de sa dégradation, alors que, trop souvent, les personnes en situation de pauvreté sont accusées de « ne pas vouloir s'en sortir » et considérées comme responsables ou coupables de leur situation.

Pourtant, depuis sa création en 1957, le Mouvement ATD Quart Monde accompagne la transformation de nos sociétés avec et à partir des plus pauvres. Il agit pour que les sécurités fondamentales et les biens communs, qui sont pensés et

mis en œuvre avec et à partir de ces personnes, bénéficient à l'ensemble de la collectivité.

Alors que nous entrons dans l'une des plus graves crises économiques, sanitaires et sociales que nous ayons connue depuis plus d'un siècle, il est indispensable et urgent de penser l'écologie avec toutes et tous.

1.

L'ÉCOLOGIE VUE PAR LES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ

ATD Quart Monde souhaite s'inscrire dans le sillage de toutes celles et ceux qui œuvrent pour décloisonner le combat écologique et le combat social, de toutes celles et tous ceux qui souhaitent amener l'écologie au-delà d'une discussion purement scientifique, d'une mobilisation pour élites ou d'un recyclage vert au service d'intérêts particuliers. Pour que toutes et tous travaillent ensemble à mettre fin aux processus qui conduisent à la destruction de la planète. Depuis plus de soixante ans et dans plus de trente pays, ATD Quart Monde s'engage aux côtés des plus pauvres pour éradiquer la grande pauvreté.

ATD Quart Monde accompagne des militant·e·s Quart Monde, ces personnes qui vivent ou ont vécu la grande pauvreté et qui ont choisi de rejoindre le Mouvement pour la combattre avec d'autres. En France, d'un point de vue monétaire, on situe la grande pauvreté sur la base de 40 % du revenu médian (soit 694 euros par mois), le seuil de pauvreté le plus utilisé se situant à 60 % (soit 1 041 euros par mois)¹. Cela étant, on ne peut réduire la grande pauvreté à une référence monétaire, elle est un cumul d'insécurité, de privations d'accès aux droits fondamentaux et de situations de négation de la dignité des personnes. Plus celles-ci sont nombreuses et perdurent, moins les personnes qui en sont victimes ont les moyens de leur émancipation.

Aujourd'hui, environ 2,2 millions de personnes vivent toujours dans la grande pauvreté en France.

La prise en compte de l'enjeu climatique au sein du combat d'ATD Quart Monde

¹ Chiffres publiés en 2019 : <https://www.inegalites.fr/Les-seuils-de-pauvrete-en-France>

traduit la conviction du Mouvement que la lutte écologique, pour être efficace et juste, doit intégrer les multiples défis sociétaux, aux premiers rangs desquels la lutte contre la grande pauvreté et, réciproquement, que le combat contre la pauvreté passe par la prise en compte de la crise écologique. Pour ATD Quart Monde, la construction d'une société écologique et solidaire, où chacun et chacune verra sa dignité reconnue, ne peut passer par un simple gouvernement d'une élite politique ou d'experts, mais doit s'opérer avec la participation de tous et toutes aux processus de réflexion, d'élaboration et d'évaluation des mesures de justice sociale et environnementale. Révélatrice des dysfonctionnements de notre société, la parole des plus pauvres doit devenir notre boussole pour penser et construire une écologie sociale. Autrement, c'est prendre le risque que les mesures prises ne se retournent contre elles et eux. Des solutions qui ne sont pas valables pour l'ensemble de la population ne peuvent être durables contre la crise sanitaire et économique que nous traversons.

Les plus pauvres : moins responsables mais plus touché·e·s

Selon une étude des économistes Lucas Chancel et Thomas Piketty², à l'échelle mondiale, les 10 % d'individus les plus émetteurs de gaz à effet de serre sont responsables de 45 % des émissions mondiales. Réciproquement, les 50 % les moins émetteurs ne produisent que 13 % de ces émissions mondiales. Les résultats tiennent compte des émissions « importées » dans les produits et services consommés par les individus (« empreinte carbone »). À l'échelle de la France, Lucas Chancel estime que « *les émissions de CO₂ s'élèvent [en moyenne] à 11 tonnes par personne et par an* ». Une moyenne qui cache de fortes inégalités, puisque les émissions des 10 % les plus modestes sont d'environ 4 tonnes, contre 31 tonnes pour les plus aisé·e·s, soit près de huit fois moins³. Les plus riches

2 CHANCEL Lucas et PIKETTY Thomas, « Carbon and inequality : from Kyoto to Paris. Trends in the global inequality of carbon emissions (1998-2013) & prospects for an equitable adaptation fund », in *Paris School of Economics*, 03/11/ 2015.

<http://piketty.pse.ens.fr/files/ChancelPiketty2015.pdf>

3 CHANCEL Lucas, *Insoutenables Inégalités*, Éditions Les Petits Matins, 2017, 182 p.

(entreprises, États, individus, ménages) sont directement ou indirectement les plus gros pollueurs. Au-delà des émissions de gaz à effet de serre, leurs impacts sur la biodiversité et les écosystèmes sont eux aussi nettement plus significatifs comparés à ceux des plus pauvres (déplacements plus nombreux, logements plus spacieux donc immobilisation foncière accrue, pratiques de consommation – matériel technologique, biens électroménagers, etc. – plus gourmandes en ressources énergétiques...).

Une militante Quart Monde⁴ de Lille raconte sa surprise quand elle a pris conscience que beaucoup de personnes qui, comme elle, vivent la grande pauvreté, ne sont pas des « anti-écologues ». Après avoir participé deux fois à l'atelier collectif « La Fresque du climat⁵ », elle objecte : « *On entend tout le temps que c'est les pauvres qui sont responsables. Ce jeu m'a beaucoup perturbée parce que je me suis rendu compte que nous, parce qu'on a peu d'argent, on n'est pas responsables du réchauffement climatique. Ça m'a choquée.* » En effet, parce que les plus pauvres ont un mode de vie contraint et consomment peu, ils et elles sont « écologues », parfois involontairement et parfois consciemment et de manière engagée.

Bien que responsables d'une part importante des dégradations écologiques actuelles, les plus riches ne subissent pas l'impact de ces dérèglements avec autant de vigueur que les plus pauvres, puisqu'ils et ils disposent de davantage de moyens pour y faire face et s'y adapter. Loin de corriger ces inégalités de situation, les mesures politiques prises pour lutter contre le changement climatique se répercutent bien souvent de façon négative sur les plus pauvres. Les travaux d'Audrey Berry⁶ sur la taxe carbone soulignent ainsi que la fiscalité carbone représenterait 0,68 % du revenu disponible des 10 % les plus pauvres et 0,23 % pour les 10 % les plus riches... soit trois fois moins.

4 Personnes qui vivent ou ont vécu la grande pauvreté et qui ont choisi de rejoindre ATD Quart Monde pour la combattre avec d'autres.

5 <https://fresqueduclimat.org/principe/>

6 <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/dtravail/OFCEWP2019-06.pdf>

Les plus pauvres, dont le mode de vie influe peu sur le réchauffement climatique, ne doivent pas payer le prix fort des politiques environnementales. En effet, si les mesures prises dans le cadre de la lutte contre le changement climatique ont un effet négatif sur les personnes les plus vulnérables et sur certains environnements, c'est que nous avons un grave défaut de logique dans la résolution du problème. Les modes de production des voitures électriques en sont un parfait exemple. Les batteries de ces véhicules sont composées entre autres de lithium, un matériau dont l'extraction est très destructrice. Les mines de lithium sont un désastre environnemental, elles polluent l'air et les terres alentour et mettent ainsi les populations travaillant dans les mines et vivant dans ces territoires en danger (sanitaire notamment). L'utilisation du lithium permet donc de créer un produit dit « écologique », mais repose sur l'exploitation des personnes et de l'environnement.

Pour développer une politique climatique juste et efficace, il est donc crucial que les personnes en situation de pauvreté aient une voix et un rôle dans les processus d'élaboration des mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

Les plus pauvres, acteurs et actrices d'une écologie invisible

Contrairement à certaines idées reçues, les personnes en situation de pauvreté peuvent se sentir très concernées par les questions écologiques et la protection de la nature. En prévision d'un Laboratoire d'idées sur l'écologie, ATD Quart Monde a soumis plusieurs questions aux militant·e·s Quart Monde pour mieux comprendre ce que représente la nature pour elles et eux. Différents concepts ont été évoqués, notamment l'esthétique (« la beauté » de la nature), la santé (« le bien-être, l'alimentation, l'équilibre de vie » liés à la nature), la spiritualité, la sociabilité (« le partage », « le respect »), le loisir (« les sports de plein air » comme les « randonnées en montagne »), etc. Ces termes nous rappellent, à celles et ceux qui en douteraient, que la valorisation de l'environnement n'est pas étrangère aux personnes précarisées qui, au contraire, y sont souvent très sensibles. Elles soulignent aussi que la valeur des écosystèmes ne peut être réduite à un calcul

économique : elle est au contraire multidimensionnelle et incalculable puisque intimement liée à la façon – par essence singulière – dont chacun et chacune entre en relation avec le vivant et le non-vivant dans son quotidien.

Cela pose aussi une question récurrente : « Mais si les personnes pauvres sortent de la pauvreté, est-ce que la planète y survivra ? »

Comment ne pas passer de la pauvreté à la surconsommation ? Peut-on en vouloir aux plus pauvres d’aspirer aussi à un monde de consommation que le marketing leur vante chaque jour comme étant le modèle de réussite par excellence ? « *On est choqués par le matraquage publicitaire à la télévision, témoigne un membre du groupe ATD Quart Monde de Brest. Sur la chaîne des enfants, il y a un quart d’heure de publicités sur les jouets. Mon fils souhaite avoir tout ce qu’il voit.* »

On entend parfois dire qu’agir pour l’écologie et lutter contre la pauvreté sont incompatibles car lorsque des personnes sortent de la pauvreté, elles se mettent à consommer davantage et nuisent ainsi, à leur tour, à la planète. Ce n’est évidemment pas fatal et c’est pourquoi tout l’enjeu est de mener de front actions pour le climat et lutte contre la pauvreté.

La Bise, maison de vacances dans le Jura qui accueille des familles en situation de grande pauvreté, est un des lieux où ATD Quart Monde met en œuvre concrètement le droit de toute personne, quelle qu’elle soit, de vivre régulièrement un temps de repos, de loisir, de ressourcement, de vacances, non comme un luxe mais comme un droit fondamental. Ici, l’alimentation y est locale et de saison, un réseau d’amis produit du jus de pomme à l’occasion de chantiers partagés et la maison est autonome en eau grâce à un forage. Les séjours qu’on y passe sont une invitation à profiter de vacances familiales expérimentant un mode de vie à l’écoute des besoins fondamentaux de chaque personne, en relation étroite avec la nature dans laquelle s’intègre la maison. Dans cet environnement participatif, les familles sont forces de propositions : des ateliers peuvent être organisés à l’initiative des vacancier·ère·s, bien souvent en lien avec la nature et en pratiquant l’entraide, la

coopération et le partage de connaissances.

Si certaines personnes en situation de pauvreté sont soucieuses de l'environnement, beaucoup ont également développé une écologie invisible, issue des difficultés matérielles auxquelles elles sont confrontées depuis des décennies, parfois depuis plusieurs générations. Pour beaucoup de personnes en situation de pauvreté, la réparation d'objets défectueux (électroménager, mobilier, mécanique de rue), le don et les échanges d'objets sont des pratiques habituelles reposant parfois sur la solidarité entre voisins et offrent des solutions bienvenues pour limiter les dépenses ou se constituer une source de revenus.

Au-delà du recyclage ou du réemploi, les personnes les plus pauvres adoptent souvent des pratiques frugales (chauffage et transport limités, consommation réduite au strict nécessaire, etc.), qui diminuent de fait leur impact sur l'environnement. Un participant d'une Université populaire Quart Monde⁷ témoigne : « *Par nécessité, on élimine les choses non indispensables. On ne gaspille pas ou moins.* » Plusieurs partagent les astuces qu'ils ont mises en place pour réduire leur consommation d'eau ou d'électricité : « *Quand je prends un bain, je mets mon eau dans des seaux, après le bain. Je commence ma lessive avec et, après, ça me sert à laver le sol, etc.* » Un autre participant conclut : « *Les personnes en grande pauvreté recyclent depuis longtemps.* » Les personnes en très grande pauvreté n'ont pas attendu les injonctions des écologistes pour expérimenter un mode de vie sobre, puisqu'elles subissent de fait la sobriété depuis toujours. Marie Drique⁸, doctorante en sciences politiques à l'université de Lille, souligne que l'expérience des plus pauvres vis-à-vis de leur dépendance aux ressources énergétiques et naturelles est un savoir important. Ce savoir doit être valorisé car il est riche d'enseignements pour aider notre société à penser les implications de cette interdépendance sociétés-écosystèmes-énergies.

7 Université populaire Quart Monde : lieu de formation à l'expression individuelle, collective et à la parole publique, où les personnes en situation de grande pauvreté sont les premières enseignantes.

8 DRIQUE Marie, « Devenir les frères de la Terre – Reconnaître un monde fini. Le cas d'une institution jésuite saisie par la finitude écologique. Contribution à une sociologie politique environnementale », thèse, 2019.

La recherche-action impulsée par ATD Quart Monde et le pays Terres de Lorraine⁹ concernant l'accès à une alimentation digne, durable et de qualité pour toutes et tous, est une illustration de ce que l'écologie peut être un facteur de progrès social quand elle est pensée avec toutes les personnes concernées, y compris les plus pauvres. En invitant l'ensemble des parties prenantes à y participer (producteurs, consommateurs – dont les personnes les plus défavorisées –, professionnel·le·s de santé, décideur·euse·s public·que·s...), cette démarche permet de penser un système d'alimentation radicalement différent, permettant à chaque personne de devenir un membre actif plutôt qu'un simple bénéficiaire du système d'accès à une alimentation gérée par d'autres. Ce programme interroge un certain nombre de pratiques pour lutter contre la précarité alimentaire et permettre à chaque citoyen·ne d'accéder à une alimentation digne et durable (au sens économique, social et écologique du terme). Cela se traduit notamment par une transformation des messages de sensibilisation (souvent stigmatisants pour les personnes les plus pauvres), la mise en place de commandes groupées pour rendre les prix accessibles, la promotion de la mixité sociale au sein des espaces de réflexion, de construction et d'évaluation du projet ainsi que le développement des dispositifs. Ce programme souligne qu'une attention particulière portée aux liens sociaux, au dialogue et à la participation active de toutes les parties prenantes est un facteur essentiel qui favorise l'efficacité, l'acceptabilité et la durabilité des dynamiques écologiques.

Vie sobre ou exclusion sociale ?

Les personnes qui vivent dans la grande pauvreté ne vivent pas seulement dans une « sobriété » imposée. Elles vivent aussi et surtout une exclusion insupportable, aux multiples dimensions qui, outre cette économie de moyens obligée, se caractérise par un isolement social et différentes formes de stigmatisation, de

⁹ <http://www.terresdelorraine.org/fr/se-nourrir-lorsqu-on-est-pauvre-n.html>

violence et de discrimination dans l'accès aux biens et services, les empêchant d'ailleurs d'aller plus loin dans des comportements écologiques.

Quand la situation financière devient trop fragile, les familles confrontées à la grande pauvreté passent d'une vie sobre à l'extrême précarité, c'est-à-dire à des privations multiples, excessives, durables et nuisibles pour leur santé physique et mentale. Jusqu'à quel point, par exemple, les économies d'énergie sont-elles la marque d'une sobriété vertueuse ? À partir de quel moment deviennent-elles le signe de la privation d'un confort élémentaire et mettent-elles en danger les personnes ?

Il est vrai que, lorsqu'on est privé de moyens financiers et matériels décents, on apprend à vivre avec très peu. *« Dès que j'ai pu commencer à m'en sortir, à ne plus être en institution, je me suis mis à travailler et j'avais tellement peur de me retrouver à la rue qu'il fallait que je dépense peu. Je n'ai jamais eu d'auto, je ne mange rien de mauvais pour la santé, jamais de café. [...] Avec cette peur de me retrouver à la rue, j'ai très peu dépensé et je n'ai quasiment jamais pollué. C'est minime ce que j'ai consommé : juste les vêtements que j'ai sur le dos et que j'ai toujours été chercher à la friperie. Dans les années 1970, on ne parlait pas d'écologie, il n'y avait pas cette conscience environnementale et ce devoir de ne pas trop consommer pour ne pas trop polluer. Mais les pauvres, depuis très longtemps, le font déjà, ils consomment peu et polluent peu¹⁰. »*

Quand l'angoisse du lendemain empêche de penser à l'écologie

Parfois aussi, le quotidien est trop angoissant pour pouvoir consacrer librement son énergie à d'autres tâches que celles de la survie immédiate des siens, et toutes les injonctions à manger plus sainement, adopter des comportements plus écologiques, etc., sont reçues comme des messages culpabilisants. *« Pour trier, pour faire attention de manger sainement, cultiver des tomates sur son balcon, il*

10 Dans l'article « Pauvreté et écologie » de Bruno Tardieu, publié en 2019 dans le dossier « Justice, climat : même combat ! » du n° 250 de la revue *Quart Monde*, accessible sur www.revue-quartmonde.org/7989

faut quand même avoir la liberté d'esprit d'organiser sa vie, explique une participante d'une Université populaire Quart Monde. Quand on est tout le temps avec des gens qui décident pour soi [les institutions, les travailleur·se·s sociaux·ales...] qu'est-ce qu'on doit manger, quel pull on doit porter, qu'est-ce qu'on doit dire à son gosse, eh ben ça ne peut pas être dans les priorités parce qu'on essaie de résister à ce qu'on nous demande tout le temps. On ne choisit pas. »

Quand le principal, sinon le seul, critère pour choisir son alimentation ou faire n'importe quel achat est le prix, ou quand les distributions alimentaires ou le recours aux associations caritatives¹¹ sont la source principale d'approvisionnement, les choix que l'on fait ne sont pas toujours écologiques (nourriture discount, électronique et électroménager de mauvaise qualité...).

Dans le lieu d'accueil qu'est le Centre de promotion familiale de Noisy-le-Grand (lieu de naissance du Mouvement qui accueille des familles ayant vécu l'errance), l'équipe d'ATD Quart Monde accompagne le projet de chaque famille, à son rythme et selon ses priorités, pour rebâtir petit à petit un espace de liberté, de sécurité, les moyens de reprendre pied et de pouvoir construire son avenir. Ce cheminement est très global, touchant à l'ensemble des droits fondamentaux qui permettent d'assumer ses responsabilités pour soi et pour les autres : logement, santé, travail, culture et éducation, parentalité, vacances... Parmi les actions mises en œuvre, l'équipe propose aux familles qui le souhaitent de partager des temps autour du potager et ainsi de partager ses connaissances, de vivre par exemple la régularité des pontes dans le poulailler. Parfois la cuisine permet de préparer des plats et des petits pots pour bébés à partir des légumes du jardin, l'atelier menuiserie propose aux familles de créer leur mobilier. En dehors du quartier, des sorties sont aussi proposées pour découvrir la montagne, la randonnée, le vélo, etc. L'idée est que ces familles, plutôt que de subir les injonctions écologiques, puissent être

¹¹ Au sujet desquelles Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies pour l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, explique dans *Le Monde* du 11 mai 2020, qu'« *il est dramatique que, dans certains pays, les banques alimentaires soient devenues une partie intégrante du paysage de la protection sociale. [...] Le développement d'un secteur de la charité alimentaire n'est pas un substitut à des systèmes de protection sociale qui protègent vraiment* ».

actrices – concernées – de ces nouveaux rapports à l’environnement en se dotant d’outils leur permettant d’inventer leur propre façon de vivre l’écologie et surtout d’avoir (ou de se forger) leur propre avis.

Les modes de survie, de vie et de travail des personnes confrontées à la pauvreté ne sont pas non plus tous respectueux des équilibres naturels. Tirer ses revenus d’un emploi qui préserve la planète est un idéal qui n’est pour l’instant pas accessible à toutes et tous. Certes, des groupes et des personnes confrontés à la pauvreté dans différents pays ont depuis longtemps inventé des activités de tri, de récupération et de revente de matériaux, prolongeant ainsi leur durée de vie. Mais en France, comme dans de nombreux pays où les hivers sont rigoureux, des personnes brûlent des pneus, du plastique ou tout autre matériau très polluant pour se chauffer, parce qu’elles habitent des baraques non isolées et qu’il faut bien mettre quelque chose dans le poêle. Elles doivent trouver quotidiennement le moyen de se chauffer et de manger et n’ont pas envie qu’on leur fasse la morale ni qu’on les initie aux gestes écologiques. Il en est de même pour les personnes qui gagnent leur vie au jour le jour en coupant des arbres pour fabriquer du charbon de bois utilisé comme combustible de cuisson et contribuent ainsi à une déforestation aux conséquences dramatiques dans divers pays du monde¹².

À partir du moment où l’angoisse du lendemain se desserre et que l’on retrouve une certaine sécurité, on peut investir davantage d’énergie dans des prises de conscience et des gestes qui protègent la planète.

Il y a souvent un fossé considérable entre, d’une part, les injonctions écologistes qui insistent sur l’importance d’interroger son mode de vie et d’accepter collectivement certaines contraintes et, d’autre part, les plus pauvres qui subissent déjà une multitude de contraintes en devant lutter quotidiennement pour leur survie.

Au-delà de l’injonction à interroger son mode de vie, nous entendons parfois proclamer (par une frange des militant·e·s écologistes) la nécessité d’accepter

12 Bruno Dabout de la délégation générale d’ATD Quart Monde lors d’un séminaire international le 8 juin 2020, « Justice sociale, justice environnementale ».

collectivement un nouveau cadre juridique contraignant, seul moyen de réduire notre consommation d'énergie fossile et de construire une société postcarbone. Si la transformation écologique et solidaire implique effectivement la mise en place de nouvelles réglementations contraignantes, ces dernières ne doivent pas peser de la même façon sur l'ensemble des citoyens et citoyennes car, pour celles et ceux qui se battent déjà pour la survie, se serrer davantage la ceinture revient à mourir d'asphyxie. Par ailleurs, ce discours qui somme les plus pauvres de prendre leur part comme les autres à la mobilisation écologique doit se nuancer de ce que nous avons précédemment évoqué, à savoir : 1. qu'ils et elles sont déjà les principales victimes du changement climatique ; 2. qu'ils et elles paient pour l'instant le prix fort des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, et 3. qu'ils et elles vivent déjà, pour certain·e·s, une vie très sobre.

Tant que certains discours écologistes n'intégreront pas ces réalités, ils resteront inaudibles aux personnes vivant la grande pauvreté. Certaines d'entre elles sont d'ailleurs amères de constater que l'écologie mobilise aujourd'hui des centaines de milliers de personnes, alors même que les mobilisations contre la pauvreté n'ont jamais rencontré un tel engouement et que la dignité de nombreux êtres humains reste bafouée. Une militante Quart Monde de Normandie exprime ainsi son désarroi : *« Mon urgence, c'est d'améliorer ma vie au quotidien. Je me dis qu'il y a des gens qui sont prêts à descendre dans la rue pour des choses comme ça [l'écologie], mais est-ce qu'on se préoccupe des gens qui vivent dans des décharges ? Ça, on n'en entend pratiquement jamais parler et ça me heurte. »*

En outre, pour beaucoup de personnes en situation de pauvreté, le discours dominant demeurera peu crédible tant qu'il prônera le changement des pratiques individuelles, sans oser s'attaquer à la remise en question du système dans sa globalité. Un militant Quart Monde en Occitanie résume avec force les aberrations d'un système où l'« on consomme de l'énergie pour produire des choses qu'on jette à la poubelle » et souligne l'insuffisance des mesures sectorielles (verdir les transports, puis l'alimentation, puis les logements...) pour lutter contre le changement climatique. L'écologie demande un changement général de modèle.

Elle nous invite à oser remettre en question l'intégralité de notre système économique pour définir ensemble un nouveau projet de société où l'humain et la nature ne seront plus au service de l'économie et de la finance mais bien l'inverse. Il est d'ailleurs éloquent qu'à la question : « *Quel est pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ?* », la majorité des participant·e·s interrogé·e·s lors des Universités populaires Quart Monde ait répondu l'« argent ». Une militante Quart Monde en Occitanie résume ainsi l'impression générale : « *L'argent rend fou. Maintenant ils se tournent vers des modèles écologiques pour que l'argent rentre encore.* »

La participation des citoyens et citoyennes à la mise en œuvre de la transformation globale est cruciale pour contredire ces méfiances légitimes et garantir que les politiques écologiques œuvrent effectivement à la préservation du vivant et à la construction d'une société qui ne laisse personne de côté.

Le manque de soutien et d'information sur les leviers pour agir

Face à l'ampleur des changements nécessaires pour relever les défis écologiques et sociaux, beaucoup de personnes en situation de précarité se sentent démunies, voire angoissées : « *S'occuper de l'environnement, c'est compliqué. On se sent bien seuls avec toutes ces questions et ces problèmes. Il n'y a pas vraiment de soutien, d'accompagnement. On est livrés à nous-mêmes.* »

Pour nombre d'entre elles, l'écologie est un concept connu mais vide de sens, trop abstrait et déconnecté de leur quotidien. Certain·e·s militant·e·s Quart Monde déplorent que la sensibilisation et les informations sur l'écologie n'arrivent pas jusqu'aux plus pauvres : « *L'éducation, on ne l'a pas eue au niveau écologique, on n'a pas les automatismes* » ; « *Comment être bien informés ? Ça permettrait de transmettre et d'avoir le pouvoir d'agir. Si on nous donnait plus d'infos, si on nous montrait comment faire, on saurait faire* ». Plusieurs raisons peuvent expliquer cette fracture dans l'accès à l'information et à la sensibilisation en lien avec l'écologie. Tout d'abord la faible visibilité et le manque de moyens des services publics opérant dans les lieux où résident les personnes en situation de pauvreté.

Ensuite, l'organisation des formations scolaires, universitaires et professionnelles qui ne permet pas un égal accès de tous et toutes aux enseignements chargés d'outiller les citoyen·ne·s pour comprendre les enjeux de la crise et trouver des solutions pour y faire face. Si les enjeux du développement durable sont abordés hâtivement au cours du cycle élémentaire et secondaire, la plupart des formations dédiées aux enjeux écologiques sont réservées aux élèves qui s'orientent vers des études longues. Ces formations sont presque uniquement théoriques et supposent un capital culturel correspondant aux codes et normes académiques des institutions universitaires. Autant de barrières qui empêchent les personnes les plus pauvres d'avoir accès à cette connaissance. Couplé à l'absence de dynamiques associant les citoyen·ne·s à l'élaboration et à la mise en place des politiques écologiques, ce manque d'information réduit l'efficacité des dispositifs publics en matière d'écologie. Un militant Quart Monde en Occitanie déplore cette façon de faire, en prenant pour exemple les bacs de tri : « *Ils nous ont mis [des bacs de tri], ils ne nous ont rien expliqué. Des gens les ont brûlés, ils ne les ont pas remplacés.* »

Quand la sensibilisation à l'écologie existe, elle est bien souvent moralisatrice et infantilisante. Les personnes en situation de pauvreté ont le sentiment qu'une fois de plus, on leur dicte avec autorité ce qui est bien pour elles, on les « éduque », sans prendre en compte leur expérience et leurs savoir-faire en matière de frugalité et de sobriété. Une militante Quart Monde en Normandie confie : « *La pédagogie, en fait, ça fait violence, ça veut dire qu'on va encore nous apprendre, donc on nous considère encore comme ignorants, pour moi c'est ça.* » Plutôt que d'adopter la posture de « sachants », il est donc important de réfléchir à la façon dont les dispositifs écologiques peuvent être coconstruits, de manière collaborative, et ainsi permettre la prise en compte de l'expérience, des besoins et l'avis des plus pauvres.

La participation de tous et toutes comme facteur de transformation

Les plus défavorisé·e·s ne doivent pas être les victimes collatérales de mesures prises pour lutter contre les changements environnementaux et climatiques mais

doivent, au contraire, être une source de proposition et d'inspiration pour que cette transformation soit une opportunité d'améliorer les conditions d'existence de toutes et tous. Au sein d'ATD Quart Monde, les Universités populaires Quart Monde offrent un espace privilégié où des adultes qui vivent la grande pauvreté et d'autres citoyen·ne·s qui s'engagent à leurs côtés peuvent réfléchir, par exemple, aux enjeux écologiques.

Dans ces lieux de formation à l'expression individuelle et collective, les personnes en grande pauvreté sont les premières enseignantes. La reconnaissance de leur intelligence est un postulat ; ainsi tout le monde peut oser exprimer son opinion ou sa pensée sans jugement.

Les moyens sont donnés pour produire une analyse individuelle et collective car il s'agit d'en tirer un enseignement qui pourra être utile à toutes et tous, dans le but de participer à l'élaboration d'un projet de société vraiment démocratique et pleinement solidaire.

Au-delà de l'inclusivité qui se vit dans le secteur associatif, si nous souhaitons éviter que les réponses à la crise écologique ne débouchent sur de nouveaux processus d'exclusion et d'oppression, il convient d'offrir à chaque individu la possibilité de participer au processus d'élaboration, de construction et d'évaluation des politiques publiques. En effet, qui de mieux placé que les personnes qui subissent le plus les défaillances de notre système pour émettre des propositions en phase avec les difficultés à surmonter ?

Les Universités populaires Quart Monde et l'expérience d'ATD Quart Monde dans les lieux de grande pauvreté ont permis de montrer que, quand elles peuvent se mettre en lien avec d'autres, les personnes en grande précarité sont capables d'inventer des modes de vie et de solidarité robustes, fondés sur la mise en commun de ressources et de savoir-faire. La lutte contre l'exclusion doit être un prérequis indispensable à l'éclosion de dynamiques écologiques, car sans liens sociaux et sans pouvoir d'action sur sa vie, aucune démarche écologique ne peut réussir durablement.

Si renforcer la lutte contre l'exclusion et l'isolement est nécessaire pour favoriser la participation de toutes et tous à l'engagement écologique, réciproquement, les projets écologiques peuvent être un outil pour lutter contre l'exclusion. L'expérience d'une militante Quart Monde, ancienne ouvrière alsacienne, illustre comment le contact retrouvé avec la terre et le vivant peut avoir un impact bénéfique sur la santé et sur les liens sociaux. *« Au moment d'une crise monétaire rabâchée dans les médias, elle a eu vraiment peur de manquer, manquer de nourriture pour elle et pour ses enfants. Elle a su qu'il y avait un jardin communautaire pas très loin de son quartier défavorisé. Ces jardins existent mais les plus pauvres n'y vont pas ; or, poussée par la peur de manquer, elle y est allée. Elle a osé demander et a reçu une petite parcelle, elle a acheté des graines et les a mises en terre. Son assistante sociale lui a dit alors : "Mais enfin, franchement, vous pourriez utiliser votre argent à quelque chose de plus intelligent que d'acheter des graines. Vous vous rendez compte, vous avez si peu et vous achetez des graines." Malheureusement, ces graines n'ont pas poussé, car elle ne connaissait pas le jardinage et ne savait pas faire des semis. Heureusement, une volontaire d'ATD Quart Monde qui la connaissait bien, a vu son geste, lui en a parlé et a compris l'enjeu et le sens de cette démarche. [...] Elles ont recommencé la saison suivante, les semis ont levé, elles les ont plantés et les légumes ont poussé. D'autres ont été touché-e-s par son projet et sont venu-e-s l'aider. Elle s'est retrouvée moins seule. Son médecin, au bout de deux ans, lui a dit qu'elle se portait mieux. Elle lui a expliqué que marcher pour aller à son jardin, être dehors, faire quelque chose de beau de ses mains, manger quelques légumes et avoir des gens qui lui parlent et viennent l'aider, tout cela lui donne une meilleure santé¹³. »*

Pour une plus grande participation des personnes en situation de pauvreté dans les mobilisations pour le climat

Face aux bouleversements climatiques, la plupart des mouvements écologistes

13 Tiré de l'article « Pauvreté et écologie » de Bruno Tardieu, publié en 2019 dans le dossier « Justice, climat : même combat ! » du n° 250 de la revue *Quart Monde*, accessible sur www.revue-quartmonde.org/7989

insistent sur l'urgence de la situation et appellent de leurs vœux un changement rapide et radical. Si la gravité de la situation ne peut être minimisée, il est important de ne pas confondre urgence et précipitation. La précipitation pousse à des décisions rapides et peu concertées qui risquent d'être mal ciblées, voire contre-productives pour de nombreuses personnes. Ainsi, la réponse au changement climatique doit s'adapter à la temporalité des plus pauvres, afin de permettre à chaque citoyen et citoyenne d'être partie prenante de cette transformation de notre société. Sans cela, la catastrophe humaine, économique, sociale et environnementale actuelle ne cessera de s'aggraver.

Aujourd'hui, les personnes les plus pauvres subissent déjà des situations d'exclusion ou de discrimination au sein des mobilisations climat. Cela n'est pas tant imputable à un non-intérêt pour les questions écologiques qu'à une série de barrières culturelles, sociales, géographiques, de vocabulaire et à des moyens de communication inadaptés, entre les mouvements de la lutte climatique et les personnes en situation d'exclusion. La participation des plus pauvres aux luttes écologiques implique donc de repenser le langage et la temporalité des mouvements engagés, ainsi que certaines règles de vie commune. La plupart des membres des mouvements écologistes ont des profils sociaux et culturels relativement proches, sont très familiarisés des problèmes environnementaux et utilisent un vocabulaire technique. Cet entre-soi et cette technicité représentent d'importants obstacles pour de nombreuses personnes, notamment celles en situation de pauvreté qui, de fait, se sentent exclues du débat ou pas assez légitimes pour prendre la parole. Lors d'une rencontre¹⁴ coorganisée avec Alternatiba, le CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) et des militants et militantes écologistes à la Base (Base d'actions sociales et écologiques à Paris), une personne vivant la grande pauvreté a témoigné : « *On sent que les militants climat ont le niveau. Et même si personne ne nous dit "vous êtes bêtes", on sait qu'on n'a pas le niveau. On avance*

14 « Lutttes climatiques, avec ou sans les pauvres ? Penser et agir avec les premier.e.s impacté.e.s » : https://www.cjoint.com/doc/19_09/IIAoRxBuOLb_2019.09.16.CR-Soir%C3%A9e-La-Base.pdf

avec notre capital de difficultés. » Il en est de même pour les moyens de communication utilisés (réseaux sociaux, Internet...). En effet, les mouvements écologistes organisent leurs actions sur les applications numériques, ce qui ne permet pas une participation des plus pauvres qui ne possèdent souvent pas d'accès immédiat et pérenne à ces moyens de communication numériques. Une participante vivant la grande pauvreté en fait le constat : « Les mobilisations climat ne sont en général pas pensées avec les personnes qui galèrent. Le langage de ces mobilisations n'est pas accessible à tous. Elles se font souvent dans l'urgence. Une fois la mobilisation passée, tout le monde se sépare jusqu'à la prochaine mobilisation. Il n'y a pas beaucoup de travail collectif dans la durée. » Afin d'éviter ces écueils, ATD Quart Monde, en partenariat avec des associations écologistes, souhaite réfléchir à la façon dont les plus pauvres peuvent être inclus·es dans la gouvernance et le fonctionnement de leur mouvement, afin que les mobilisations écologistes ne reproduisent pas les logiques de domination et d'exclusion à l'œuvre au sein de la société.

À la suite de la rencontre à la Base, une militante Quart Monde a traduit cette envie de créer des ponts : « *Il ne suffit pas d'inviter les personnes en précarité à un événement, il faut que les associations climat aillent plus à leur rencontre, organisent des réunions dans les quartiers, viennent voir là-bas comment l'écologie populaire s'invente. »*

2.

CRISE SOCIALE ET CRISE ÉCOLOGIQUE : LA DOMINATION ET L'EXPLOITATION DES INÉGALITÉS COMME DÉNOMINATEUR COMMUN

Crise écologique : des constats de plus en plus étayés et partagés

Depuis le rapport Meadows (1972), *Les Limites à la croissance*¹⁵, les publications scientifiques se sont multipliées pour souligner l'accélération des dérèglements environnementaux et pointer la menace que représente la poursuite d'une croissance infinie dans une planète aux limites finies. À partir du moment où des citoyens et des citoyennes sont touché·e·s, au sein même de leur quotidien, par des changements climatiques et des dégâts environnementaux, cette question devient un enjeu crucial, tant d'un point de vue personnel que collectif et politique. Les conséquences de la pression exercée par les activités humaines sur l'environnement sont multiples : augmentation des gaz à effet de serre et réchauffement climatique, diminution des réserves d'eau douce, montée et acidification des océans, déclin des écosystèmes, déforestation... Face à ces menaces, certains rapports scientifiques (rapport Meadows, rapport Brundtland de 1987 sur le développement durable, rapports du GIEC, rapport de l'IPBES...) offrent une base de connaissances extrêmement précieuse pour prendre la mesure de la crise écologique et discerner les décisions nécessaires pour préserver les conditions d'habitabilité de notre planète. Le rapport spécial « 1,5 °C » du GIEC¹⁶ a ainsi souligné la cruciale nécessité de maintenir le réchauffement sous la barre des 2 °C, seuil au-dessus duquel l'accélération des dérèglements pourrait sérieusement

15 https://fr.wikipedia.org/wiki/Les_Limites_%C3%A0_la_croissance

16 https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM_fr.pdf

menacer la persistance de la vie sur Terre.

La plupart des rapports scientifiques cherchant à documenter les effets des dérèglements climatiques font débiter leur analyse à la seconde moitié du XIX^e siècle. Cette période, que certain·e·s assimilent au début du système capitaliste, correspond au passage d'un modèle économique fondé sur l'agriculture et l'artisanat à un système industriel caractérisé par une dépendance aiguë aux énergies fossiles et une surexploitation des ressources naturelles. Ce changement de modèle s'accompagne d'une augmentation massive des émissions de CO₂ et marque le début d'un processus de réchauffement climatique directement influencé par les activités humaines. Le choix de cette période (seconde moitié du XIX^e siècle) a sa logique. D'une part, avant cette ère, l'empreinte des activités humaines sur la nature ne semblait pas de taille à constituer un facteur déterminant des évolutions climatiques. D'autre part, plusieurs difficultés techniques empêchent de prendre connaissance de modèles antérieurs à cette époque (manque d'observations mondiales avant l'époque préindustrielle, difficulté à recueillir des données fiables au fur et à mesure que l'on remonte dans le temps)¹⁷.

Les mécanismes à l'origine de la crise environnementale

Si la documentation scientifique des destructions environnementales remonte rarement avant l'ère préindustrielle, il est important de souligner que les processus de dégradation du vivant sont bien antérieurs à cette époque. L'histoire nous montre en effet que l'exploitation des ressources naturelles et la dégradation des écosystèmes ne sont bien souvent que les prolongements délétères d'une organisation sociale fondée sur des rapports d'inégalités et de domination. Ces dernières années, un nombre croissant de chercheur·se·s et de penseur·se·s, dont beaucoup appartiennent au mouvement de l'écologie décoloniale, mettent en lumière la façon dont la colonisation a posé l'un des fondements du système d'exploitation de l'humain et de la nature, dont la crise écologique actuelle est

17 Frequently Asked Questions – Global Warming of 1.5 °C – IPCC.
https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_FAQs_french.pdf

l'héritière¹⁸. Dans un chapitre de *La Dette cachée de l'économie* intitulé « Géohistoire de la dette écologique », Éric de Ruest et Renaud Duterme¹⁹ soulignent comment le « système esclavagiste », qui repose sur l'exploitation de l'humain par l'humain, a permis la mise en place d'un système économique fondé sur une exploitation intensive et destructrice de l'environnement. Les monocultures plantationnaires (tabac, canne à sucre...) introduites dans les territoires colonisés ont produit des effets délétères durables sur l'environnement (destruction de la biodiversité, épuisement des sols, érosion importante...), dont les populations locales continuent de subir les conséquences.

Comme déjà exprimé en introduction à propos d'un certain type de « consommation verte », il est par ailleurs incohérent de promouvoir les écogourdes ou les brosses à dents en bambou si celles-ci sont fabriquées en Inde par des enfants ou des travailleur·se·s sous-payé·e·s et sans aucun droit. Il est aussi légitime de s'interroger sur l'extension des métros dans les grandes villes, par exemple pour le Grand Paris, laquelle, sous couvert de recourir aux transports en commun dits « propres », provoque une flambée du prix des logements nouvellement desservis et repousse encore plus loin les populations les plus pauvres.

Un discours écologiste qui se contentera de préconiser le remplacement de certains biens de consommation ou de certaines habitudes (par exemple prendre le métro plutôt que la voiture, quand on en a une) par d'autres, sera incapable de rompre avec les mécanismes profonds qui ont conduit à la catastrophe écologique que nous vivons. Le souci des écosystèmes doit aller de pair avec le souci de nos semblables. Tant qu'il nous semblera acceptable, voire nous laissera indifférents, que quelques-un·e·s soient exploité·e·s, quand bien même ce serait au nom de « l'intérêt général », alors nous ne serons pas débarrassés d'un système de pensée qui cautionne l'exploitation, la prédation et la domination des êtres humains et de

18 Voir notamment FERDINAND Malcom, *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Seuil, 2019, 464 p.

19 Éditions Les Liens qui libèrent, Paris, 2014. http://www.editionslesliensquilibrent.fr/livre-La_dette_cach%C3%A9e_de_l_%C3%A9conomie-384-1-1-0-1.html

la nature. Cette prise de conscience personnelle et collective doit nous permettre, selon des termes employés par Edgar Morin, de passer de la « *science écologique* » (celle précieuse et nécessaire qui résulte du traitement scientifique de la crise écologique) à la « *conscience écologique* », soit une « *conscience des périls qui menacent à la fois le local et le global du monde vivant et humain*²⁰ ».

Pour qu'une société soit capable d'offrir une vie digne à chacun, il est par exemple essentiel de transformer le travail. Sans des changements profonds à ce niveau, aucune transition écologique ne garantira une société mettant la vie au centre de ses valeurs. Partir des plus pauvres pour construire le sens du travail questionne la totalité du système. Pourquoi, pour quoi et comment travailler ? Quelles richesses produire qui vont permettre à chacun·e de se sentir utile et de construire une vie digne et saine à la planète et à ses habitant·e·s, aujourd'hui et demain ?

Quand ces questions sont posées aux personnes confrontées au chômage et à la pauvreté qui rejoignent des projets comme l'entreprise « Travailler et apprendre ensemble » d'ATD Quart Monde à Noisy-le-Grand²¹ ou les Territoires zéro chômeur de longue durée²², certaines répondent : « *Il faut pouvoir créer autant d'emplois que de besoins, pour cesser de mettre les personnes en concurrence sur un même poste* » ; « *il faut proposer l'emploi (sans l'imposer) à toute personne qui en est privée pour n'exclure personne* » ; « *il faut embaucher en CDI, pour éviter l'emploi précaire qui détruit les personnes et nuit à l'économie, et à temps choisi pour respecter les contraintes familiales ou de santé* » ; « *il faut créer des activités utiles et de proximité qui respectent l'environnement, des activités non concurrentielles qui ne menacent ni des emplois existants ni le bénévolat* » ; « *il faut réfléchir ensemble à l'organisation du travail pour que tout le monde trouve sa place* » ; « *il faut permettre à certain.e.s salarié.e.s, une fois dans une situation*

20 MORIN Edgar, « En finir avec les malheurs de l'écologie », in *Libération*, 2 février 2020.

21 www.ecosolidaire.org

22 www.atd-quartmonde.fr/nos-actions/projets-pilotes/territoires-zero-chomeur

stable, de redéfinir leur projet et éventuellement leur formation en vue de postuler à un emploi “classique” ».

Ce sont tous ces principes qui ont dessiné les contours des Territoires zéro chômeur de longue durée, expérimentés en France depuis 2016. On le voit, c'est assurément un nouveau « bien commun », l'emploi, que chacun de ces territoires produit et protège dans une perspective de transition économique, sociale et écologique. Ce n'est pas seulement garantir le droit de toutes et tous à un emploi quelconque géré par d'autres. C'est mobiliser tout un territoire pour créer les emplois dont il a besoin, en quantité et en qualité. Ce bien commun est élaboré par chaque territoire selon ses spécificités et ses forces de mobilisation et il est aussi garanti par l'État qui, dans la loi de février 2016 instituant cette expérimentation, a préféré accompagner et soutenir plutôt que décider seul.

C'est tout à l'opposé de l'économie dite « verte » que prônent certaines multinationales, qui ne remet en cause qu'à la marge les fonctionnements de l'économie traditionnelle et s'apparente à du simple « *greenwashing* ».

Les activités créées dans les dix Territoires zéro chômeur de longue durée répondent à des besoins indispensables, mais qui ne sont pas suffisamment rentables aujourd'hui pour être pris en charge à cent pour cent par les acteurs économiques du territoire. Par exemple : transport de personnes, accompagnement aux courses, bibliothèque ambulante, retouche de vêtements, soutien aux personnes âgées isolées ou en situation de handicap, soutien scolaire, activités de recyclage, etc. « Territoires zéro chômeur de longue durée » ne va pas résoudre à lui seul tous les problèmes écologiques et sociaux. Mais il montre que l'ensemble des acteurs et actrices d'un territoire peut se mobiliser, avec celles et ceux qui sont privés de ressources fondamentales, pour produire et défendre de tels biens communs. Cela peut être source d'inspiration et d'interpellation pour toute la société, et en particulier pour celles et ceux qui, refusant cette économie injuste, cherchent à faire émerger de nouveaux modèles respectueux des personnes et de la terre.

Alliance pour développer un nouveau vivre-ensemble respectueux du vivant et du non-vivant

Puisque l'exploitation et la destruction à grande échelle du vivant ont été rendues possibles par l'exploitation des humains entre eux et donc la création de grandes inégalités, la réflexion sur l'écologie ne peut ignorer ces mécanismes et se doit de les combattre pour cheminer vers une société véritablement écologique, c'est-à-dire une société respectueuse tant des êtres humains que de la nature dont ils sont partie intégrante. Lutte contre la grande pauvreté et l'exclusion sociale, antiracisme, féminismes, lutte des peuples autochtones protégeant leurs territoires... tous les mouvements qui se battent contre les inégalités, l'oppression, la discrimination et l'injustice sont des contributions à l'édification d'un monde écologique, dont le principe fondateur sera l'égalité de dignité de chaque être humain et le respect de la valeur fondamentale du vivant. Penser la protection du vivant et fermer les yeux sur les oppressions et les inégalités dont souffrent les êtres humains est incompatible.

Combat social et combat écologique ne doivent donc pas s'opposer et ne doivent surtout pas s'ignorer. Ils sont interdépendants et mutuellement indispensables : l'écologie demeurera incomplète tant qu'elle n'interrogera pas nos rapports avec nos semblables et les inégalités qui les structurent ; réciproquement, la justice sociale demeurera inaboutie si elle ne conduit pas à une transformation de notre relation au vivant dans son ensemble. Politiques sociales et politiques écologiques doivent s'articuler et se renforcer. Tant que les politiques publiques ne garantiront pas les droits nécessaires pour permettre à chaque personne de vivre dignement, d'avoir une capacité d'action et de maîtrise sur sa vie et de pouvoir contribuer au même titre que chaque citoyen·ne aux décisions qui déterminent le cap du navire, alors nous prenons le risque que les choix en matière de lutte écologique reproduisent des inégalités et nous empêchent donc de nous émanciper d'un modèle qui entérine le principe de domination et de prédation. Le rapport sur le climat publié par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies en 2018²³ évoque la

23 https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Poverty/A_HRC_41_39.pdf

possibilité d'un tel scénario et lance une mise en garde à l'ensemble de la communauté internationale, déclarant que « *le changement climatique menace de défaire les progrès des cinquante dernières années [...] en matière de réduction de la pauvreté* », mettant l'humanité face à un risque d'« *apartheid climatique* ». Malgré la multiplication des signaux d'alarme, le gouvernement français, entre autres, semble continuer d'ignorer que luttes sociales et luttes environnementales exigent un traitement conjoint et concomitant. La réponse apportée par l'État aux entreprises impactées par la pandémie de la Covid-19 illustre cette cécité : il est en effet frappant de constater que, si les exigences environnementales (très relatives toutefois) figurent bien dans les conditions d'octroi des aides financières (notamment aux filières aéronautique et automobile, particulièrement consommatrices de ressources naturelles), aucune contrepartie sociale n'a été demandée à ces entreprises, laissant planer le risque que l'humain et sa force de travail servent de principale variable d'ajustement.

Dépasser le dualisme justice sociale / justice environnementale

Pour travailler à l'édification d'une société écologique et solidaire, il convient de dépasser l'opposition nature/culture qui a nourri l'hégémonie destructrice de l'humain sur l'environnement et dont la nocivité se manifeste aujourd'hui avec force dans la crise écologique que nous traversons. Pour sortir de cette dualité ravageuse, nombre de penseur·se·s et chercheur·se·s (voir notamment Philippe Descola dans *Par-delà nature et culture*²⁴) nous invitent à réinterroger notre vision de la nature et à repenser notre intégration et notre place au sein du vivant. Cela implique de ne plus envisager l'environnement seulement comme une ressource extérieure à nous, que nous pourrions exploiter indéfiniment pour satisfaire nos désirs les plus fous, mais d'apprendre à « *créer une relation de respect et de compréhension avec la nature et s'interroger sur la place que nous devons y*

24 DESCOLA Philippe, *Par-delà nature et culture*, Gallimard, coll. « Folio essais », 2015, 800 p.

*occuper*²⁵ ». Cela suppose par exemple de reconnaître que l'écologie ne consiste pas à essayer de sauver la nature mais bien plutôt que nous sommes la nature qui tente de se sauver. La nature est en effet un ensemble complexe d'interactions et de communications fait « *de ruptures d'équilibre et de rééquilibrations, de désorganisations et de réorganisations*²⁶ » capable de fonctionner sans l'action de l'humain. De ce fait, opposer l'écologie au social n'a que peu de sens. La crise écologique est intrinsèquement liée aux rapports sociaux car ils découlent tous deux de la façon dont les êtres humains ont, au fil des siècles, habité cette planète, de la façon dont les modes d'organisation économiques, sociaux et politiques qu'ils ont mis en place ont conduit à des dynamiques de destruction du monde vivant²⁷.

De même que nous pouvons être solidaires de la nature en lui redonnant les moyens d'exister, la crise écologique révèle aussi la nécessaire solidarité entre êtres humains. Une partie de la population prend conscience que le gâteau ne pourra grossir indéfiniment et qu'il va nous falloir apprendre à partager les ressources pour que tout le monde puisse accéder à un mode de vie qui lui permette de satisfaire les besoins essentiels à son épanouissement. La crise écologique nous place donc plus que jamais devant l'impératif de solidarité vis-à-vis de l'humanité tout entière. La solidarité n'est pas un fardeau moral qui ralentirait la progression de nos sociétés. Elle est au contraire le moteur le plus puissant du progrès humain car, en offrant la possibilité à toutes et tous de laisser s'épanouir son potentiel et de se prémunir face aux possibles difficultés, elle permet à chaque personne d'apporter sa contribution unique à la vie du groupe. Si fardeau il y a pour nos sociétés, c'est bien celui de l'injustice et des inégalités qui privent l'humanité de la contribution d'une partie de la population et amoindrissent d'autant le progrès social. Face à ce constat, ATD Quart Monde a choisi d'assigner à son action la responsabilité de créer une

25 DION Cyril, « Écologie : Cyril Dion nous rappelle l'urgence d'agir » in *Ça m'intéresse*, 12 janvier 2020. <https://www.caminteresse.fr/economie-societe/ecologie-cyril-dion-nous-rappelle-lurgence-dagir-11130850/>

26 MORIN Edgar, « Pour une nouvelle conscience planétaire », in *Le Monde diplomatique*, octobre 1989. <https://www.monde-diplomatique.fr/1989/10/MORIN/42105>

27 CHARBONNIER Pierre, *Abondance et liberté, Une histoire environnementale des idées politiques*, La Découverte, 2020.

« dynamique collective qui sans cesse va à la recherche de ceux qui manquent à nos sociétés. Car si nous n'allons pas la rechercher, une telle contribution manquera à la société pour se comprendre elle-même²⁸ ».

28 TARDIEU Bruno, *Quand un peuple parle. ATD Quart Monde, un combat radical contre la misère*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2017, 261 p.

3.

QUELLE PAROLE ET QUELLE CONTRIBUTION ATD QUART MONDE PEUT-IL APPORTER À LA RÉFLEXION ET À L'ACTION ÉCOLOGISTE ?

Comme l'explique Éloi Laurent, économiste et chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), les crises des inégalités et de la biosphère sont des « *crises jumelles* » et « *il importe donc aujourd'hui de travailler à l'articulation entre systèmes sociaux et systèmes naturels, en combinant justice sociale et soutenabilité environnementale pour montrer qu'il est socialement bénéfique d'atténuer nos crises écologiques et écologiquement bénéfique d'atténuer nos crises sociales*²⁹ ».

Depuis la création d'ATD Quart Monde, l'ensemble de ses actions visent à garantir l'effectivité des droits fondamentaux de chaque individu et à permettre à toute personne d'apporter sa contribution à la vie de nos sociétés. Plusieurs méthodes et valeurs portées par ATD Quart Monde peuvent être mises au service de la lutte pour une société écologique et solidaire.

Reconnaître la valeur fondamentale de tout être humain

La reconnaissance de l'égalité de dignité de tout être humain est au fondement de la démarche d'ATD Quart Monde. Un des textes fondateurs du Mouvement formule ainsi cette conviction : « *Tout humain porte en lui une valeur fondamentale inaliénable qui fait sa dignité d'humain. Elle donne à chacun le droit inaliénable* ».

29 LAURENT Éloi, « La Transition juste. Un nouvel âge de l'économie et de l'environnement » in *Écologie et inégalités*, n° 165, janvier 2020. <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/1-165OFCE.pdf>

d’agir librement pour son propre bien et pour celui des autres. » Cette valeur fondamentale de toute vie humaine et ce droit à agir pour soi et pour la collectivité constituent des principes essentiels que la lutte écologique ne doit pas compromettre, car la transformation écologique et solidaire ne se fera pas, nous l’avons vu, sans construire une société fondée sur la reconnaissance de l’égale valeur de chaque individu. Ce principe est indispensable pour établir un juste partage des ressources, garant tant de la préservation des limites écologiques³⁰ que de la possibilité pour toute personne de mener une vie digne, de jouir effectivement de ses droits fondamentaux et d’exercer librement ses responsabilités.

Mondialisation du « tout argent » versus mondialisation du combat contre l’exclusion

À rebours d’une mondialisation du « tout argent » qui a favorisé l’accroissement des inégalités et renforcé l’exclusion des plus précaires, ATD Quart Monde souhaite impulser une mondialisation de l’égale dignité de toutes et tous, construite à partir du partage de la connaissance du monde vu par les plus pauvres.

La crise de la Covid-19, la peur du virus et l’insistance sur la nécessaire « distanciation sociale » (au lieu de parler de distanciation physique) ont pu, dans certains endroits, engendrer des formes d’exclusion ou de repli sur soi. Pour éviter le refuge dans l’individualisme et le chacun pour soi – écueils majeurs à l’édification d’une société écologique et solidaire –, il est plus que jamais nécessaire d’apprendre à écouter et de prendre en compte les contributions des plus exclus·es afin que leurs savoirs, issus de leur expérience de vie difficile, leurs analyses et préconisations pour accéder à des moyens convenables d’existence (logement, revenu, emploi, santé, éducation...) soient les guides de notre transformation vers un monde véritablement écologique et solidaire.

Pour ce faire, ATD Quart Monde demande que chaque politique publique soit

³⁰ Par exemple, le 29 juillet 2019, appelé communément le « Jour du dépassement mondial », l’humanité avait déjà dépensé l’ensemble des ressources que la Terre pouvait générer en un an.

évaluée selon son impact sur les personnes les plus pauvres et avec elles. Dans le cadre plus spécifique de la transformation écologique et solidaire, ATD Quart Monde, le Réseau Action Climat, Oxfam et le Secours catholique ont émis des propositions pour évaluer systématiquement l'impact des politiques publiques tant sur des indicateurs environnementaux (la réduction des gaz à effet de serre par exemple) que sur les inégalités, via une évaluation par centile de toute politique publique³¹. Ces garde-fous sont nécessaires, par exemple pour éviter que la lutte contre le réchauffement climatique ne renforce les écarts entre les plus riches et les plus pauvres, comme cela a pu être le cas avec l'instauration de la taxe carbone à l'origine du mouvement des Gilets jaunes.

Les droits humains des générations à venir

La transformation de nos sociétés n'est pas seulement nécessaire à cause de l'urgence écologique, mais aussi parce que les fonctionnements économiques qui exploitent la nature sont très souvent fondés sur l'exploitation des personnes, l'exclusion de leur territoire et donc bien souvent la mort, *in fine*, d'un grand nombre d'entre elles.

De la même manière que le concept des droits humains des générations à venir a rapidement fait son chemin avec le constat des dégâts écologiques que subit notre planète, il nous semble nécessaire de faire valoir les droits humains des générations à venir dans le domaine de la justice sociale. Cela fait écho à l'appel tant de fois répété des familles confrontées à la pauvreté : « *Qu'au moins nos enfants ne vivent pas ce que nous avons vécu !* »

Pour celles et ceux qui mènent la bataille environnementale, il est évident qu'abuser de la nature aura un impact sur nos vies et sur les générations futures. Mais trop peu de gens sont conscients que la manière dont on traite les personnes en situation de pauvreté – et plus largement toute personne en situation d'exclusion,

31 « Climat et inégalités : plaidoyer pour un budget vert et juste », 24/09/2019, https://www.atd-quartmonde.fr/wp-content/uploads/2019/09/Budget_vert_juste_BD_Simple.pdf

que ce soit lié au racisme, au sexisme, etc. – a un impact sur nos vies, la leur et la nôtre, et sur les générations futures.

« Nous avons appris, grâce aux courants écologistes, à calculer notre empreinte sur la planète et à faire l'inventaire de nos gestes vis-à-vis de la planète, écrit Bruno Tardieu³². Mais pourrait-on calculer aussi notre empreinte sociale ? Ceux qui ont créé l'esclavage, nos ancêtres, il y a deux cents ans, avaient-ils conscience qu'ils auraient une empreinte deux siècles plus tard sur des gens comme vous et moi qui héritons de préjugés, d'une gêne et d'une haine transmise ? Avaient-ils conscience qu'ils laisseraient une empreinte sociale sur la septième génération ? Pourrions-nous devenir conscients de notre empreinte sur la planète, mais aussi sur l'humanité pour les générations à venir quand nous exerçons des violences et des mépris sociaux ? Sommes-nous conscients de notre empreinte sur l'humanité, de l'inventaire de nos gestes vis-à-vis de l'harmonie humaine ? »

Ce sont là d'autres pistes de travail qui ne sont pas que théoriques. On sait maintenant calculer l'empreinte carbone d'un geste de consommation ou l'empreinte écologique d'un territoire. On peut donc faire des comparaisons, des choix de consommation ou d'investissement, se fixer des objectifs pour réduire ces empreintes et évaluer nos actions.

Mais on sait encore peu évaluer le coût humain et économique, pour un territoire ou pour la génération future, d'une période de chômage durable, d'un placement d'enfant pour cause de pauvreté, d'un parcours scolaire – ou même d'une vie – interrompu précocement pour cause de pauvreté, d'une vie entière passée dans un logement insalubre, etc.

Si la recherche en économie et en sciences sociales parvenait à mieux mesurer ces « empreintes sociales », nul doute que nous mesurerions plus justement l'immensité invisible de l'héritage de violences écologiques et sociales que nous laisserons aux générations futures, nous serions mieux éclairé·e·s dans nos choix

32 Dans l'article « Pauvreté et écologie » de Bruno Tardieu, publié en 2019 dans le dossier « Justice, climat : même combat ! » du n° 250 de la revue *Quart Monde*, accessible sur www.revue-quartmonde.org/7989

de société et nous disposerions d'outils puissants³³ pour accélérer la transition écologique et sociale.

Prendre appui sur le modèle de la démarche du croisement des savoirs et des pratiques©

Fort de la conviction que, pour lutter efficacement contre la pauvreté, il est important de mieux la connaître, ATD Quart Monde a lancé une recherche participative sur les « dimensions cachées de la pauvreté », en partenariat avec l'université d'Oxford et avec le soutien de nombreux partenaires³⁴. Ce travail mené pendant trois ans (2017-2019) dans six pays – Royaume-Uni, France, États-Unis, Bangladesh, Tanzanie et Bolivie – par des équipes de recherche composées de chercheur·se·s universitaires, de professionnel·le·s et de personnes vivant en situation de pauvreté, a permis d'aller au-delà d'une définition purement technique ou financière de la pauvreté pour mettre à jour des « dimensions cachées de la pauvreté » et affirmer son caractère multidimensionnel et systémique (chaque dimension de la pauvreté influence l'ensemble des autres dimensions). Le résultat de cette démarche a également permis de montrer que l'environnement est un facteur important dans l'analyse de la pauvreté et le combat pour son éradication, puisqu'il affecte l'ensemble des neuf dimensions de la pauvreté, qui sont : dépossession du pouvoir d'agir ; souffrance dans le corps, l'esprit et le cœur ; combat et résistance ; maltraitance institutionnelle ; maltraitance sociale ; contributions non reconnues ; manque de travail décent ; revenu insuffisant et précaire ; privations matérielles et sociales.

Cette recherche participative a mis en évidence, au cœur de l'expérience de la pauvreté, la dépossession du pouvoir d'agir, la maltraitance sociale, la maltraitance institutionnelle et les contributions non reconnues des personnes, ainsi que les dimensions de souffrance et de résistance. Ces nouvelles dimensions s'ajoutent à la

33 Qui peuvent ensuite se décliner en nouvelles normes comptables, jurisprudence, lois, etc.

34 <https://www.atd-quartmonde.fr/recherche-france-sur-les-dimensions-de-la-pauvrete/>

liste des privations de soins, d'éducation et de ressources déjà reconnues par les institutions. Elles sont encore peu comprises par la société et insuffisamment prises en compte dans les indicateurs de pauvreté multidimensionnels actuels. Elles peuvent offrir un nouveau cadre de référence pour analyser les politiques de mise en œuvre des Objectifs de développement durable³⁵ et pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer de nouvelles politiques de transition écologique et sociale.

L'intelligence des personnes en situation de pauvreté n'est pas reconnue. Les recherches en sciences sociales, comme les mouvements militants, se privent le plus souvent de leur contribution. Le Mouvement ATD Quart Monde travaille en France avec le CNRS, le CNAM et d'autres institutions dans le monde, sur les conditions de participation des personnes en situation de pauvreté aux travaux de recherche, où les savoirs de chercheur·se·s, de professionnel·le·s et de personnes concernées ont la même valeur et se croisent pour que la recherche soit à la fois fructueuse en connaissances radicalement nouvelles et émancipatrices pour les personnes.

Nous voulons faire le même effort de réflexion sur les conditions de la participation des mouvements militants. Non seulement au niveau du plaidoyer, de la réflexion sur les axes et le financement de la transition écologique et sociale, mais aussi au niveau d'une gouvernance des mouvements qui intégrerait des personnes en grande précarité, au niveau des modes d'action, de sensibilisation, de formation, de communication...

En matière d'écologie, les mécanismes, les causes et les conséquences des phénomènes environnementaux et climatiques sont plus abstraits et complexes à appréhender que dans des domaines où l'expérience personnelle est assez simple à recueillir, à propos du logement, de l'éducation, de l'emploi, par exemple.

Les membres d'ATD Quart Monde ont donc besoin d'être sensibilisé·e·s et formé·e·s sur les sujets écologiques par des chercheur·se·s et des mouvements militants, mais dans une perspective de croisement des savoirs, pour faire grandir

35 <https://www.agenda-2030.fr/odd/17-objectifs-de-developpement-durable-10>

non pas la peur de l'avenir, mais le pouvoir d'agir de chacun et chacune et de manière collective, globale autant que locale, dans des conditions de participation qui permettent l'élaboration de la pensée et de la parole de toutes et tous. « *Comment faire face ensemble à la réalité qui nous fait peur ?* » demandaient le 30 août 2019 des participants à l'Université populaire Quart Monde de Nouvelle-Aquitaine.

Il est important d'agir ensemble, pas seulement de réfléchir ensemble, car c'est en faisant cause commune que l'on fait reculer la peur de l'autre et de l'avenir.

Il est important d'agir de concert dans les quartiers populaires, les zones rurales reculées, et pas seulement dans les tiers lieux déjà identifiés.

L'écologie peut être le liant d'une nouvelle société dans l'agir ensemble, concrètement, les mains dans la terre ou dans d'autres projets qui renforcent nos résiliences écologiques et sociales. L'écologie est, comme le travail, un vaste « champ » qui autorise de nombreux domaines d'expérimentation (cultiver la terre, construire de l'habitat, produire et consommer des énergies, se déplacer, se former...), profitons-en ! « *On en a marre de témoigner. On veut être autour de la table et transformer la société ensemble* », disent des militant·e·s Quart Monde.

Rechercher le partenariat avec les plus pauvres en prenant appui sur la démarche de croisement des savoirs et des pratiques, est donc indispensable aux chercheur·se·s, militant·e·s de l'écologie, afin de renouveler et approfondir notre compréhension des liens entre écologie et grande pauvreté. Cette démarche peut nous fournir un socle de connaissance précieux pour éclairer notre perception des enjeux écologiques et guider au mieux les décisions en matière de lutte environnementale et sociale.

Conclusion

AGIR TOUS POUR LA DIGNITÉ C'EST AGIR POUR LA PLANÈTE

La transformation écologique et solidaire n'est pas une bascule qui s'opérera lorsque toutes les conditions seront réunies pour le faire. Promouvoir la transformation écologique et solidaire, c'est commencer dès à présent à expérimenter de nouveaux modes de vivre ensemble qui concilient justice économique, sociale et environnementale. Cela induit un soutien immédiat, fort et pérenne aux initiatives proposant de faire de l'humain et de la nature, non des variables d'ajustement, mais le cœur et la raison d'être des logiques politiques, sociales et économiques.

« Faire de l'environnement une cause commune, dit un membre de l'Université populaire Quart Monde Grand-Ouest le 7 février 2020, c'est aussi lutter contre la violence, lutter contre la stigmatisation des plus pauvres qu'on condamne à vivre dans des barres HLM pourries, mal isolées, comme j'ai pu l'être, où j'avais des dépenses de chauffage pas possibles. »

« Agir Tous pour la Dignité », c'est donc agir pour la préservation de la planète. Face au risque d'une écologie qui ne soit pensée que par certain·e·s et ne protège que certain·e·s, ou encore face au risque d'une lutte contre la pauvreté qui serait incompatible avec une approche écologiquement responsable de nos sociétés, nous lançons le défi d'une écologie avec et à partir des plus pauvres.

Nous souhaitons à la fois inviter et rejoindre d'autres mouvements dans le but de réfléchir, agir et faire ensemble. Nous voulons faire grandir la prise de conscience au niveau local, national et international de la nécessité d'engager des

actions d'atténuation des risques climatiques en rejoignant les lieux où la vie des populations devient (ou est déjà) inhumaine. Nous voulons que les logiques de prédation, de domination, d'exploitation soient remises en question, qu'il s'agisse des êtres humains ou de la planète.

Le regard posé avec gravité sur la crise actuelle, mais aussi avec espoir, sur l'expérience et la résistance de celles et ceux pour qui « *la survie, c'est tous les jours* », nous appelle à aller à grands pas vers une véritable justice sociale et environnementale, pensée et mise en œuvre avec toutes et tous, sans exclusion.

POUR ALLER PLUS LOIN

Le Réseau Wresinski Écologie et Grande Pauvreté, un espace clé pour toutes celles et ceux qui souhaitent réfléchir aux liens entre écologie et grande pauvreté

L'alliance est un des principes moteurs qui ont permis à l'action d'ATD Quart Monde de renforcer la portée de son combat en s'appuyant notamment sur des personnes issues de milieux sociaux et professionnels variés, qui ont accepté de porter le combat contre la misère dans leurs sphères professionnelle, familiale, associative... au cœur de la société. Dans son appel du 17 novembre 1977, Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde, appelait en effet tous les exclus et les non-exclus à une alliance qui doit « transformer les relations entre les humains, la vie politique, la pensée de notre temps ».

Organisés par thématiques (santé, culture, école et éducation, logement, petite enfance et famille, emploi et formation, vacances...), les Réseaux Wresinski sont des espaces développés par ATD Quart Monde pour bâtir cette alliance. Hébergés par ATD Quart-Monde, ils rassemblent des acteurs d'horizons divers (des professionnels, des chercheurs, des institutionnels...) qui travaillent ensemble à intervalles réguliers pour faire avancer le combat pour la justice sociale et l'effectivité des droits fondamentaux pour tous et toutes. C'est aussi un levier d'engagement citoyen, la preuve que chacun·e peut agir là où il est, dans son milieu, dans son métier.

En 2018, ATD Quart Monde a créé le Réseau Wresinski « Écologie et Grande Pauvreté » et travaille à le développer dans l'objectif de penser une transformation de notre société fondée sur la justice sociale, économique et environnementale.

Les membres du réseau (institutions, associations, particuliers intéressés par la question) se réunissent plusieurs fois par an et réfléchissent entre autres aux problématiques suivantes : rejoindre les mobilisations et actions médiatiques menées par d'autres (collectifs, associations, partenaires...) ; identifier des projets d'expérimentation concrète, pour toutes et tous, de modes de vie plus écologiques ; organiser un état des lieux de l'impact des changements environnementaux et climatiques sur les personnes en grande pauvreté.

Le réseau met en place progressivement un « Laboratoire d'idées » pour réfléchir et apprendre des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté engagées au sein du Mouvement, afin qu'elles contribuent, avec les autres membres, aux réflexions pour orienter les futures actions, le lancement d'expérimentations concrètes, l'écriture de plaidoyers, l'organisation de rencontres publiques.

Un 17 octobre qui fait le lien entre écologie et grande pauvreté

En 2020, la Journée mondiale du refus de la misère (17 octobre) aura pour thème « Agir ensemble pour gagner la justice sociale et environnementale pour toutes et tous » : un moyen pour ATD Quart Monde de préciser son positionnement aux côtés d'autres partenaires et de renforcer la visibilité des actions liant écologie et grande pauvreté.

Lien pour en savoir plus : <https://www.atd-quartmonde.fr/nos-actions/reseaux-wresinski/le-reseau-ecologie-et-grande-pauvrete/>

Contact du Réseau Wresinski Écologie et Grande Pauvreté :

departement.ecologie@atd-quartmonde.org

Contact pour la Journée mondiale du refus de la misère : collectif.france@oct17.org

*Merci aux personnes qui ont contribué
à la rédaction ou à la relecture de ce manifeste :*

Guillaume Amorotti, pour la coordination de ce document

Isabelle Bouyer

Selma Brahim

Camille Champeaux

Geneviève de Coster

Isabelle Doresse

Margot Foureau

Chloé Herla

Paul Maréchal

Anouk Pola

Geoffrey Renimel

Christine Saincy

Jean-Christophe Sarrot

Matthieu Tessier

Xavier Verzat